

UNIVERSITÉS

LE DOSSIER DU PRÉSENT NUMÉRO DE "CATALÒNIA" EST À LA FOIS UNE APPROXIMATION À LA RÉALITÉ ACTUELLE DU MONDE UNIVERSITAIRE CATALAN, UNE VISION HISTORIQUE ET UNE PROSPECTION DE FUTUR DES DIFFÉRENTES FACULTÉS ET DISCIPLINES EXISTANTES.

UNE ANALYSE DE L'UTILISATION DE LA LANGUE COMPLÈTE CE PANORAMA QUE NOUS VOUS OFFRONS AUJOURD'HUI DANS UNE TENTATIVE D'APPROFONDIR, DEPUIS CETTE TRIBUNE, LA CONNAISSANCE DES PAYS DE LANGUE CATALANE DANS TOUTES LEURS DIVERSITÉS.

UN PAYS DE VOCATION UNIVERSITAIRE

LA CATALOGNE JOUIT D'UNE VOCATION UNIVERSITAIRE QUI REMONTE LOIN. ELLE S'EST MANIFESTÉE DANS DES CENTRES DE TOUS GENRES ET, DE FAÇON COMPLEXE, AU SEIN DES ANCIENS *ESTUDIS GENERALS*, DONT LE PREMIER, FONDÉ À LLEIDA EN 1300, OFFRAIT L'ÉTUDE DE LA THÉOLOGIE, DES CANONS, DES LOIS CIVILES, DE LA PHILOSOPHIE ET DE LA MÉDECINE.

JORDI VERRIÉ IFAGET DÉPARTEMENT DE L'ENSEIGNEMENT.
GENERALITAT DE CATALUNYA



Seuls les peuples ayant grandi au contact d'autres peuples, ouverts à la communication, développent le besoin d'acquérir des connaissances allant au-delà de ce que nous pourrions appeler des connaissances végétales ou routinières. C'est au sein des milieux sociaux responsables et d'avant-garde — coïncidant le plus fréquemment avec les milieux aisés et puissants — que prend corps le désir d'acquérir des connaissances avancées. Ces vocations unitaires, lorsqu'elles se manifestent en masse, per-

mettent la création d'établissements d'enseignement supérieur. Si elles se déclarent dans différentes branches de connaissances, elles justifient la formation de centres complexes d'enseignement supérieur ou universités.

La Catalogne jouit d'une vocation universitaire qui remonte loin. Elle s'est manifestée dans des centres de tous genres et, de façon complexe, au sein des anciens *Estudis Generals*, dont le premier, fondé à Lleida en 1300, offrait l'étude de la théologie, des canons, des lois civiles, de la

philosophie et de la médecine. Viendront ensuite, dans l'ordre de fondation, ceux de Perpignan (1350), Girona (1446), Barcelone (1450), Gandia (1546), Oriola (1552), Tarragone (1574), Vic (1599) et Solsona (1620). Mais la Catalogne fut sectionnée à plusieurs reprises et certains des anciens *estudis generals* — Perpignan, Oriola, Gandia, etc. — cessèrent, par dispositions politiques du gouvernement de l'Espagne, d'être catalans au sens strict du terme. Malgré cela, il existait sur le territoire réduit du principat suffisam-

ment d'*estudis generals* pour accréditer la vocation universitaire du pays. Pour des raisons bien compréhensibles, durant la guerre de la Succession, la majeure partie de la Catalogne prit parti pour l'archiduc Charles d'Autriche contre le Bourbon Philippe V. Avec la victoire de ce dernier qui en faisait des vaincus et des ennemis (1714), les Catalans encoururent une terrible répression. À côté de la perte de leurs privilèges et franchises traditionnelles, la répression s'exerça contre tout élément de différentiation culturelle, et tout particulièrement contre l'emploi officiel de la langue et les écoles. Le décret de *Nueva Planta* (1716) restructura l'administration du principat en y installant des corrégidors placés sous l'autorité d'un vice-roi, les premiers comme le second directement nommés par le monarque et la plupart triés au-delà de nos frontières politiques et n'ayant aucun lien affectif avec notre pays. Sous prétexte que les *estudis generals* avaient été des centres de tumultes contraires à la cause du roi Philippe V (au point, dans le cas de Barcelone, que l'on créa des compagnies spéciales de défense de la ville), on procéda, dès la fin septembre de la même année 1714, à la dissolution de la plupart d'entre eux. Pour qu'une telle mesure n'eût pas l'air d'un génocide culturel, on transféra provisoirement un certain nombre de chaires à Cervera qui, en dehors du fait que c'était une ville relativement peu importante et de petite taille, avait occasionnellement pris parti pour la cause du vainqueur. Cet état de choses provisoire fut ratifié par un décret royal en 1717. La Catalogne, privée de ses *estudis generals*, ne pourrait exprimer sa vocation universitaire qu'au sein de la nouvelle université de Cervera, officiellement implantée dans une ville écartée et peu préparée. La construction du nouvel édifice de conception monumentaliste ainsi que son fonctionnement reposèrent sur les revenus et les soutiens des *estudis generals* que l'on avait fait cesser pour les confisquer à ces fins. Dès lors, seule l'université de Cervera était habilitée à délivrer des diplômes valables (baccalauréat, licence et doctorat). Dans le "Principado", les diplômes attribués ou gagnés dans des établissements d'enseignement supérieur autres que Cervera n'étaient pas reconnus, les seules exceptions étant les études de grammaire du centre des jésuites de Betleem de Barcelone et celles de médecine qui fonctionnaient depuis 1401, à côté de l'hôpital de la Santa Creu de la même ville.



Non contentes d'avoir ainsi officialisé l'activité universitaire du pays, les autorités renforcèrent la centralisation de Cervera en concédant à l'université unique le privilège d'imprimer en exclusivité tous les manuels scolaires, du plus petit syllabaire au traité universitaire. Ceci représenta un pas décisif quant à la "castillanisation" de l'école où l'on introduisit peu à peu des versions castillanes de textes jusqu'alors rédigés en catalan. Il est inutile de préciser combien l'instauration du privilège d'exclusivité d'édition et l'unification des études à Cervera suscitérent de résistance de la part des Catalans.

Les infractions dans le domaine de l'édition, presque toujours couvertes par l'absence de date de publication, donnèrent lieu à de nombreuses réquisitions et procédures pour "escroquerie" légale.

D'autre part, devant la difficulté ou l'impossibilité de se rendre à Cervera, ceux qui désiraient faire des études supérieures s'engagèrent progressivement dans des voies hétérodoxes. Certains s'inscrivaient dans des universités de l'extérieur mais plus attrayantes, telles que Tolosa, Perpignan ou Montpellier (surtout fréquentées par des gens de Girona) ; certaines écoles suffisamment accréditées (le plus souvent d'ordre religieux) continuaient à délivrer des licences. Bien que non reconnues, il est vrai, officiellement, ces dernières répondaient au désir spontané d'acquisition de connaissances supérieures, aux véritables vocations universitaires. En Catalogne ce qui compte vraiment c'est le savoir plus que le diplôme. Cependant, les besoins authentiques du pays privé de ses universités trouvèrent de multiples occa-



sions d'être satisfaits dans des secteurs remettant en cause des branches concrètes de l'enseignement supérieur spécialisé et préparant à des activités professionnelles précises.

Le propre gouvernement se vit dans l'obligation d'élargir les exceptions de l'exclusive de Cervera à certaines études de théologie, grammaire ou philosophie en faveur de quelques établissements d'ordre religieux, puis d'accepter les nombreuses écoles spécialisées qui, sans affecter les stables classifications facultatives de l'enseignement supérieur, assouplissaient les pratiques professionnelles s'annonçant comme indispensables dans la vie du pays. Nous nous référons surtout aux écoles instituées par la *Real Junta de Comercio* du principat de Catalogne : celle de nautique (et cosmographie) ; celle

de dessin (qui deviendra celle des Nobles-arts), celle de botanique, sténographie, chimie, mécanique, commerce... Nous pouvons également signaler les activités dans le domaine de la recherche. Complémentant l'enseignement supérieur, elles se réfugièrent et se consolidèrent dans les Académies où finissaient par se retrouver un grand nombre des ex-étudiants de la propre université de Cervera (Humanités, Sciences naturelles, Arts, Médecine et Clinique).

Et paradoxalement, cette université de Cervera qui, en fait, n'était plus aussi unique que cela, finit par devenir un foyer de catalanité, bien que l'on s'y exprimât en castillan comme il l'était ordonné. Bofarull, Balmes, Milà i Fontanals, Monturiol, Gimbernàt en font foi. On tenta à plusieurs reprises de réintroduire l'enseigne-

ment supérieur à Barcelone, mais le critère centralisateur, persistant encore de nos jours, d'une façon ou d'une autre est toujours contraire aux manifestations spontanées autochtones. La manie de régulariser ce qui est spontané est utilisée par les gouvernements pour justifier leur fonction.

Finalement, en 1842, des circonstances politiques plus libérales permirent l'ouverture d'une nouvelle université à Barcelone et, en conséquence, la disparition de l'artificielle localisation à Cervera. Toutefois, il nous faudra payer longtemps encore le tribut de Philippe V. En effet, l'université de Barcelone, quoique mise au rang des autres universités espagnoles quant à la structure, au fonctionnement, aux plans d'études et au corps enseignant, conservait, comme véhicule linguistique, la langue nommée " officielle " et les limitations conceptuelles établies de l'extérieur sans tenir compte des différences intrinsèques.

En Catalogne, on contemplait des insuffisances et on les débattait vainement : c'est ainsi que fut célébré le 1^{er} Congrès universitaire catalan (1903) ; que l'on instaura des études supérieures catalanes et qu'eut lieu un second congrès (1918), au cours duquel il fut proposé de recueillir l'autonomie universitaire dans un statut qui devait servir de modèle par la suite, lorsque, avec l'appui de la République (1931), il fut possible d'en rédiger un. Cette année-là, les facultés de Lettres et Philosophie de Madrid et Barcelone obtiennent une certaine autonomie effective (recrutement de professeurs non titulaires) ; le statut de 1932 permet la création, par décret du gouvernement républicain, d'une université dite " autonome " qui, bien que fonctionnant en régime de protection mixte avec des représentants du gouvernement, accordait suffisamment de liberté au plan de l'organisation des activités pour créer l'illusion d'autonomie depuis si longtemps perdue.

Cependant, tout trait distinctif catalan ou autochtone disparaîtra au lendemain de la défaite de 1939. Il faudra attendre de nombreuses années encore, lorsque la dictature sévira moins, pour qu'un nouveau statut, d'autres commissions mixtes et une généralisation formelle — sinon essentielle — du sentiment d'autonomie orientent la réforme universitaire vers une situation encourageante, susceptible de garantir aux permanentes vocations universitaires catalanes un avenir florissant et conforme à leurs espoirs. ●